

A R R Ê T É

n°2004-194-15 du 12 juillet 2004

**portant prescriptions complémentaires à la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière pour sa
carrière et son installation de 1^{er} traitement d'Aspach le Bas
au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement**

*LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières
- VU** l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1764 du 26 juin 2000 (prescriptions complémentaires) autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas, au lieu et place de la Sté Sablière de la Croisière (autorisation de changement d'exploitant),
- VU** le dossier de déclaration de la Sté Sablière et recyclage de la Croisière du 17 avril 2001 (dépôt en préfecture le 20 avril 2001, s'agissant de la mise en exploitation d'une installation de 1^{er} traitement des matériaux issus de la carrière sur le site d'Aspach le Bas,
- VU** le récépissé de déclaration du 12 décembre 2001, délivré par la préfecture du Haut-Rhin, s'agissant de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux (broyage, concassage,...de pierres et cailloux...),
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées, du 15 octobre 2003,

VU l'avis de la Commission départementale des carrières du 26 mai 2004,

CONSIDÉRANT que l'installation de 1^{er} traitement des matériaux issus de la carrière d'Aspach le Bas, est une installation connexe à la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé,

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation d'une installations de 1^{er} traitement connexe à une exploitation de carrière, sont prescrites dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé,

CONSIDERANT qu'il n'est pas fait état des prescriptions d'exploitation particulières, s'agissant de l'installation de 1^{er} traitement des matériaux, dans l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé autorisant l'exploitation de la carrière, et qu'il y a donc lieu d'imposer à la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière, des prescriptions complémentaires s'agissant notamment du pompage des eaux pour le lavage des matériaux, ainsi que du traitement et du rejet des eaux de lavage de matériaux, et du rejet des eaux de la carrière compte tenu du milieu récepteur de « classe 2 »,

CONSIDERANT que l'exploitation de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux, même si elle constitue une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter la carrière, n'est pas de nature à entraîner une augmentation notable de l'impact du site sur l'environnement, sous réserve de respecter des prescriptions d'exploitation,

CONSIDÉRANT que même si l'installation de traitement de matériaux, avec sa voirie et ses dépôts, n'est pas située dans le périmètre d'extraction de la carrière, elle est toutefois contiguë à la carrière, n'a de raison d'exister que dans le cadre de l'exploitation de la carrière, et doit faire l'objet de garanties financières de remise en état,

CONSIDERANT par ailleurs qu'il y a lieu d'actualiser et compléter certaines des prescriptions de l'autorisation d'exploiter la carrière, s'agissant plus particulièrement des conditions d'accès aux installations, de la surveillance des rejets à l'atmosphère et des éventuelles opérations de remblayage,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} – Champ d'application

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société Sablière et Recyclage de la Croisière dont le siège social est Route de Belfort- 68700 CERNAY, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de sable et gravier et de son installation de 1^{er} traitement (lavage, concassage, criblage), sises sur le territoire de la commune de Aspach le Bas, aux lieux-dits « Lumpendeschen » et « Ochsenfeld ».

Article 2 - Installations classées du site

Le tableau récapitulatif des installations classées du site de la carrière, figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Désignation de l'activité	Rubrique	régime	Seuil et quantité
Carrière de sables et graviers (exploitation en eau)	2510-1	A	Surface : 14,8864ha Tonnage annuel maximal : 350000
Installation de 1 ^{er} traitement de matériaux issus de la carrière d'Aspach le Bas	2515-2	D	Puissance de 187 KW

A : Autorisation D : Déclaration »

Article 3 - Accès et circulation dans la carrière et au niveau des installations de traitement

L'article 14. « Accès et circulation dans la carrière » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« 14.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et à l'installation de 1^{er} traitement de matériaux est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

14.2 L'ensemble de la carrière et de ses annexes, ainsi que l'installation de 1^{er} traitement, seront entourés par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Cette clôture ne fera pas obstacle à la circulation des eaux superficielles.

14.3. Des dispositifs de barrages mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière et l'installation de 1^{er} traitement ne sont pas surveillés, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.

14.4. L'exploitant doit définir un plan de circulation et dévolution des engins et piétons au sein de ses installations (carrière, installation de 1^{er} traitement et stockages connexes). Il sera annexé aux consignes de sécurité. ».

Article 4 – Pompage des eaux souterraines

L'article 13.2. « Pompage de la nappe phréatique » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état de la carrière, est interdit. »

Toutefois, le pompage des eaux souterraines est autorisé pour l'exploitation de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux et sous réserve du strict respect des prescriptions des articles 5 et 6.1 ci-après.

Article 5 – Prélèvement d'eau souterraines

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

L'exploitant est autorisé à poursuivre le prélèvement d'eau de nappe, utilisée à des fins industrielles (lavage des matériaux au niveau de l'installation de 1^{er} traitement), à raison d' :

- un débit instantané maximal de : 150 m³/h
- un débit journalier maximal de : 1050 m³ (sur la base de 7 heures maxi de fonctionnement)

L'eau sera prélevée par pompage dans le plan d'eau. Aucune mise en place de forage n'est autorisée. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation de 1^{er} traitement, en cas de pollution accidentelle de ces eaux, est prévu.

L'eau prélevée ne sera pas utilisée comme eau potable, ni comme eau sanitaire ou domestique.

Article 6 - rejets d'eaux

Article 6.1. Eaux de procédé de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux sont interdits à l'extérieur du site

Les eaux de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux, seront préalablement traitées (dispositif de cyclonage, dispositif de décantation efficace et suffisamment dimensionné, ...) préalablement à leur rejet dans le plan d'eau Nord/Est de la carrière (entrée du site). Cette disposition est rendue applicable dans un délai d'un mois compté à la notification du présent arrêté.

En sortie du dispositif de traitement des eaux de lavage, un ou des points de rejet dans le plan d'eau de la carrière seront conçus et aménagés afin de permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des rejets, dans les normes applicables.

En sortie du dernier dispositif de traitement, et avant rejet et mélange dans le plan d'eau de la carrière, les rejets devront respecter les dispositions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105)
- demande chimique en oxygène sur effluent au rejet (non-décantation supplémentaire suite à prélèvement) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101)
- hydrocarbures totaux : concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90-114).)

L'exploitant fera procéder à un contrôle annuel des rejets, portant sur les paramètres précédemment cités.

Article 6.2. Eaux d'exhaure de la carrière

S'agissant des eaux d'exhaure de la carrière (rejet à partir d'un plan d'eau de la carrière vers le milieu naturel) :

- le point de rejet dans le milieu naturel (sortie du fossé longeant la carrière vers le ruisseau Leimbach) sera conçu et aménagé afin de permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des

rejets, dans les normes applicables.

- avant rejet au milieu naturel (sortie du fossé longeant la carrière vers le ruisseau Leimbach), les rejets devront respecter les dispositions suivantes :
 - pH compris entre 6,5 et 8,5
 - température inférieure à 25°C
 - matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 30 mg/l (norme NFT 90-105)
 - demande chimique en oxygène sur effluent au rejet (non-décantation supplémentaire suite à prélèvement) : concentration inférieure à 40 mg/l (norme NFT 90-101)
 - hydrocarbures totaux : concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90-114).)

L'exploitant fera procéder à un contrôle annuel des rejets, portant sur les paramètres précédemment cités.

Article 7 – Garanties financières de remise en état

L'article 10.1 « Montants des garanties financières ». de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« La poursuite d'activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état prévu. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Périodes :

Périodes	Montants des garanties financières en Francs (TTC)	Montants des garanties financières en Euros (TTC)
de la signature du présent arrêté complémentaire jusqu'au 14 juin 2004	378 900	57 763
du 14 juin 2004 au 14 juin 2009	260 950	39 782
du 14 juin 2009 au 22 avril 2014	502 100	76 545

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la procédure définie à l'article 10.6 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé. »

Article 8 – Rejets atmosphériques

L'article 20 « Poussières » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. »

Article 9 - Surveillance des rejets

L'article 19 « Surveillance des rejets » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. »

Article 10 - Remblayage

L'article 26 « Remblayage » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 susvisé est modifié comme suit :

« Sauf demande ou autorisation préfectorale particulière, tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Les éventuelles opérations de remblayage qui pourraient être demandées ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. »

Article 11 – Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie d'Aspach le Bas et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 12 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

*

Article 13 – Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 14 – Exécution - Ampliation

Le Secrétaire Général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le sous-préfet de l'arrondissement de Thann, le maire de la commune d'Aspach-le-Bas, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Sablière et Recyclage de la Croisière.

Fait à Colmar, le 12 juillet 2004
Le Préfet,

Délais et voies de recours (Article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.